



PLAN GENERAL DE COORDINATION

SECURITE PROTECTION SANTE

AMENAGEMENT

D'UNE SALLE SERVEURS

SOMMAIRE

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX.....	3
DESIGNATION DE L'OPERATION ET ADRESSE DU CHANTIER.....	3
DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET	3
PARTIES CONTRACTANTES	3
SEPARATION EN LOTS	4
CALENDRIER PREVISIONNEL	4
EFFECTIF PREVISIONNEL	4
PHASAGE DE REALISATION DES TRAVAUX.....	5
DONNEES GENERALES.....	5
PHASE DE PREPARATION DU CHANTIER	5
ORGANISATION DES TRAVAUX.....	5
POINTS PARTICULIERS	6
MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER	6
ACCES AU CHANTIER.....	6
ZONE DE CANTONNEMENT	6
VOIES ET RESEAUX DIVERS.....	7
STOCKAGE ET ENTREPOSAGE.....	8
ELIMINATION ET EVACUATION DES DECHETS	9
INSTALLATION DU CHANTIER	10
REGISTRE DE SECURITE.....	10
PROTECTIONS INDIVIDUELLES.....	10
LOCAUX DE CHANTIER	12
LOCAUX VESTIAIRES ET SANITAIRES.....	12
LOCAUX BUREAUX ET REUNION.....	12
CIRCULATIONS HORIZONTALES ET VERTICALES.....	12
MESURES LIEES A L'INTERACTIVITE ET AUX PROTECTIONS COLLECTIVES	13
INTERACTIVITE	13
PROTECTIONS COLLECTIVES PROVISOIRES.....	13
ECHAFAUDAGES PLATES- FORME DE TRAVAIL DESSERTES	14
MANUTENTIONS MANUELLES	16
ENGINS DE LEVAGE	16
MOYENS COMMUNS DE MANUTENTION	17
AMARRAGE DES MOYENS DE MANUTENTION	17
VERIFICATION DES APPAREILS DE LEVAGE	18
AMIANTE.....	18
INSTALLATIONS ELECTRIQUES PROVISOIRES.....	19
GENERALITES.....	19
PRESTATIONS EXTERIEURES AUX CONSTRUCTIONS.....	19
ALIMENTATION DES LOCAUX DE CHANTIER	19
EQUIPEMENT DES BATIMENTS EN TRAVAUX	19
ORGANISATION DES SECOURS	20
LE COORDONNATEUR	21
MISSION.....	21
AUTORITE ET MOYENS	21
REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION.....	22
RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES	22
DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE.....	23
OBJET.....	23
PREPARATION.....	24
CONSTITUTION	24
CONSIGNES DE SECURITE INCENDIE ET ACCIDENT.....	24

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX

DESIGNATION DE L'OPERATION ET ADRESSE DU CHANTIER

**AMENAGEMENT D'UNE SALLE SERVEURS
Centre Hospitalier CESAME
SAINTE GEMMES SUR LOIRE**

DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET

Le projet comprend les travaux nécessaires à l'aménagement d'une salle serveurs

PARTIES CONTRACTANTES

MAITRE D'OUVRAGE

CESAME
CENTRE DE SANTE MENTALE ANGEVIN
BP 50089
49137 LES PONTS DE CE
02 41 80 79 24
02 41 80 78 47

MAITRE D'OEUVRE

CESAME
CENTRE DE SANTE MENTALE ANGEVIN
BP 50089
49137 LES PONTS DE CE
02 41 80 79 24
02 41 80 78 47

COORDONNATEUR SPS

CESAME
CENTRE DE SANTE MENTALE ANGEVIN
BP 50089
49137 LES PONTS DE CE
02 41 80 77 10
02 41 80 78 47

SEPARATION EN LOTS

Les marchés seront passés en lots séparés :

LOT N°	DESIGNATION	ADRESSE	TELEPHONE	FAX
LOT N° 1	DEMOLITION MACONNERIE			
LOT N° 2	CLOISONS			
LOT N° 3	PLAFONDS			
LOT N° 4	COURANTS FORTS COURANTS FAIBLES			
LOT N° 5	CLIMATISATION			
LOT N° 6	PEINTURE REVETEMENTS MURAUX			
LOT N° 7	CARRELAGE			

CALENDRIER PREVISIONNEL

Début prévisionnel: 18 juillet 2011

Délai prévisionnel d'exécution: 3 mois

EFFECTIF PREVISIONNEL

Effectif moyen: 3 à 5 personnes

PHASAGE DE REALISATION DES TRAVAUX

DONNEES GENERALES

Les travaux consistent à aménager une salle serveur et divers locaux techniques. Ces travaux se dérouleront en site inoccupé. Toutefois, toutes les mesures de sécurité devront être mises en œuvre par chaque entreprise pour garantir la sécurité dans les locaux mitoyens.

PHASE DE PREPARATION DU CHANTIER

Dès qu'elles en auront connaissance, les entreprises titulaires de lot diffuseront au coordonnateur Sécurité Protection Santé, les éléments suivants :

Leur nom et adresses et ceux de leurs sous-traitants

La date approximative d'intervention de chaque sous-traitant

L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier

La durée prévue des travaux de chaque sous-traitant

Les noms et fonctions des employés susceptibles d'intervenir sur le chantier

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser les consignes à observer en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser

ORGANISATION DES TRAVAUX

Le phasage prévisionnel des travaux sera le suivant:

- Réalisation des installations de chantier
- Prestations de gros œuvre
- Prestations de second œuvre
- Essais et mise en service des installations techniques
- Repli du chantier

Pendant la phase de préparation, le coordonnateur sécurité s'assurera de la gestion des co-activités et successions de tâches.

Pendant la phase chantier, il s'assurera de l'application des mesures retenues pendant la phase de préparation.

POINTS PARTICULIERS

L'attention des entreprises est attirée sur l'exécution de l'opération en site occupé. Il sera nécessaire de maintenir le chantier, les locaux et les véhicules fermés à clé.

MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER

ACCES AU CHANTIER

L'accès au chantier sera réservé aux entreprises agréées et personnes habilitées au sens de la législation générale du travail. La responsabilité des entreprises est pleine et entière en ce qui concerne la protection de leurs ouvrages, matériaux ou matériels contre le vol et les dégradations.

Les personnels des entreprises, y compris les salariés intermédiaires, devront recevoir, le jour de leur arrivé sur le chantier, une formation pratique et appropriée en matière de sécurité.

Elle devra porter sur:

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier
- La sécurité pendant l'exécution du travail
- Les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident ou d'incendie
- La situation et le contenu de la boîte de premier secours

ZONE DE CANTONNEMENT

Titulaire du lot **DEMOLITION MACONNERIE**

Mettre en place et organiser la gestion des bungalows de chantier (sanitaires)

Aménager la zone de chantier

Prévoir les séparations entre la zone de chantier et les services bloc médical

VOIES ET RESEAUX DIVERS

Réseaux enterrés

Sans objet.

Voirie du chantier

Les accès au chantier se feront par les voiries existantes susceptibles de recevoir les surcharges routières habituelles.

Les entreprises devront vérifier les conditions d'accès au site, en particulier les gabarits, les girations etc.

Assainissement

MAÎTRE D'OUVRAGE CESAME

Réaliser les réseaux provisoires EU et EP à partir des ouvrages nécessaires à l'assainissement des aires de sol, à l'évacuation des EU et eaux vannes en provenance des installations de chantier,

Alimentation en eau potable

MAÎTRE D'OUVRAGE CESAME

Réaliser le réseau d'eau potable pour l'alimentation des points d'eau dans les bungalow

Téléphone

MAÎTRE D'OUVRAGE CESAME

Un poste sera accessible pendant la durée du chantier en convenu pour chaque zone de travail.

Ce poste sera maintenu en service pendant toute la durée du chantier et utilisable sans carte.

En cas de déplacement, une information devra être faite auprès des entreprises concernées

Clôtures

Titulaire du lot **DEMOLITION MACONNERIE**

Prévoir la fourniture, la mise en place, l'entretien et la dépose des clôtures séparant la ou les zones de chantier de l'extérieur et des locaux mitoyens.

Vérifier l'état des clôtures et des portails par des visites régulières.

La zone de chantier sera la cour côté sud devant la zone de chantier

Signalisation

Titulaire du lot **DEMOLITION MACONNERIE**

Prévoir la fourniture, la mise en place, l'entretien et la dépose de la signalisation du chantier.

Installer des panneaux ACCES CHANTIER en nombres suffisants.

Installer Panneaux précisant la proximité du chantier sur la voirie.

Prévoir l'affichage réglementaire de chantier.

STOCKAGE ET ENTREPOSAGE

Approvisionnement

Les entreprises prendront toutes les dispositions pour que les approvisionnements sur le chantier se fassent dans le respect des règles de sécurité, à savoir:

- Informations des fournisseurs sur les personnes à contacter sur le chantier et les modalités pour accéder au chantier
- Contrôle du stockage de matériaux ou du matériel livré;
- Les cheminements des matériaux devront être convenus avec le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS

Stockage

Les stockages de matériaux ou de matériel ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier.

A la demande des entreprises, les zones de stockage seront réparties en fonction des possibilités du chantier en accord avec le coordonnateur.

Les aménagements des magasins et la protection contre l'incendie sont à la charge de l'entreprise utilisatrice.

Le stockage des produits dangereux dans les locaux en sous-sol n'est pas autorisé.

Les fiches techniques concernant les produits dangereux seront fournies au coordonnateur.

Un calendrier hebdomadaire des livraisons et une définition des colisages permettra à chacun de travailler dans des conditions suffisantes.

ELIMINATION ET EVACUATION DES DECHETS

Procédure générale

Titulaire du lot **TOUS LES LOTS**

Assurer L'évacuation journalière des déchets et gravas durant toute la durée du chantier.

Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes par tout moyen adapté ou l'évacuation en décharge publique

L'évacuation par les trémies est interdite. (Sans objet)

En cas de manquement d'une entreprise, le coordonnateur pourra demander à une entreprise spécialisée de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante ou affectée aux dépenses communes.

Le brûlage des matières est interdit sur le chantier.

Matières et substances dangereuses.

Chaque entreprise utilisatrice de substances et de matières dangereuses fera son affaire de l'évacuation des emballages, produits souillés et autres éléments pollués, suivant les indications du fabricant portées sur la fiche de données de sécurité NF T 01-100.

Les matériaux dangereux employés (colles, solvants, peintures...) le sont de façon ponctuelle et en petite quantité. Chaque entreprise utilisatrice se chargera de leur évacuation et de leur traitement et remettra au maître d'ouvrage une copie du B.S.D.I.

Autorisation

Sans objet

INSTALLATION DU CHANTIER

Plan d'installation de chantier

Sans objet

REGISTRE DE SECURITE

Les registres de sécurité tels que

- ✓ Registre d'observations
- ✓ Registre de l'inspection du travail
- ✓ Registre des contrôles techniques

Sont conservés sur le chantier par chaque entreprise. Ils sont mis à disposition des organismes de prévention et du coordonnateur.

Seul le registre journal est conservé par le coordonnateur.

PROTECTIONS INDIVIDUELLES

Les entreprises sont tenues de fournir à leur personnel et de veiller à l'utilisation par son personnel des protections individuelles.

Ainsi que leur maintien en bon état d'utilisation suivant le décret du 08/01/65 et les textes d'application et annexe au décret 93 41 du 11/01/1993 codifié dans les articles R 233 1 et suivants du code du travail.

Sur le chantier :

- Port du casque obligatoire sous l'emprise de l'évolution des engins lors de travaux de terrassements ou de levages de charge.
- Le port des chaussures de sécurité obligatoire.
- Les lunettes pour tous travaux de sciages ou de découpages.
- Des vêtements adaptés aux travaux spéciaux, genouillères, etc.
- Le port du masque anti-poussière et du casque antibruit pur tous travaux de démolition ou à proximité de travaux bruyants dépassant les 85 dba.
- Le port de masque spécifique FP3 et de gants pour les travaux avec utilisation de produits dangereux.
- Le port de $\frac{1}{2}$ masques filtrants FFP3 et de combinaison de travail et de gants jetables pour tous travaux de retrait de matériaux en amiante.
- Le port de harnais de sécurité conforme à la norme NF EN 363 est obligatoire pour tous les travaux en hauteur ne permettant pas la mise en place d'une protection collective.
- Pour tous travaux réalisés à réaliser dans l'environnement des engins, le personnel en place sera équipé d'un gilet de sécurité haute protection de classe II.
- Les opérateurs qui interviennent sur les réseaux d'assainissements devront être à jour des visites médicales et des vaccinations réglementaires.

LOCAUX DE CHANTIER

LOCAUX VESTIAIRES ET SANITAIRES

Ces locaux devront être en état de fonctionnement avant le début des travaux ; ils seront convenablement éclairés, chauffés et aérés.

Titulaire du lot **DEMOLITION MACONNERIE**

Installer Les locaux sanitaires en nombre et équipements suffisants en fonction de l'effectif du chantier.

Les locaux SANITAIRES devront être nettoyé périodiquement afin d'assurer l'hygiène de ces locaux.

LOCAUX BUREAUX ET REUNION

Titulaire du lot **CESAME**

Installer les locaux bureaux et réunion, en nombre et équipements suffisants en fonction des besoins dans la zone sous-sol à proximité du chantier.

Ces locaux devront disposer de moyens d'éclairage et téléphone pendant la durée du chantier

CIRCULATIONS HORIZONTALES ET VERTICALES

Les entreprises doivent mettre en œuvre les moyens nécessaires pour permettre une circulation horizontale et verticale en toute sécurité pour l'ensemble des intervenants du chantier et, cela jusqu'au terme de leurs prestations (y compris celles qu'elles sous traitent).

Titulaire du lot **COURANTS FORTS COURANTS FAIBLES**

Les circulations horizontales devront être éclairées afin d'assurer les cheminements en sécurité et dans les zones aveugles.

MESURES LIEES A L'INTERACTIVITE ET AUX PROTECTIONS COLLECTIVES

INTERACTIVITE

Dispositions générales

Il appartiendra à l'entreprise génératrice de nuisances telles que; bruit, émanation de vapeurs ou de poussière, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise sécurité des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation de dispositifs de protection collective sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.

- Dans les locaux confinés ou insuffisamment ventilés ;
- Les moteurs à essence sont interdits ;
- L'utilisation de matériel à moteur électrique primera sur celle des moteurs thermiques.

Travaux superposés

Le coordonnateur, en liaison avec le maître d'ouvrage s'assurera que la programmation des travaux évite les superpositions et les juxtapositions directes des tâches et à défaut, que des moyens de protections efficaces soient prévus et mis en œuvre effectivement.

Lorsqu'il ne sera possible d'éviter les superpositions de travaux par un décalage des interventions des entreprises concernées, l'entreprise située en partie haute devra prendre les dispositions nécessaires pour installer et entretenir un dispositif physique permettant de supprimer le risque de chute de matériel et de matériaux engendrés par cette superposition.

Mesures propres aux travaux de terrassements

San objet

PROTECTIONS COLLECTIVES PROVISOIRES

Principe général

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, devra s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ces travaux. Si tel n'est pas le cas, il aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs

nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les protections collectives seront étudiées par l'entreprise de gros œuvre en collaboration avec les autres entreprises et le coordonnateur de manière à rechercher une utilisation commune pour un maximum d'intervenants.

Dépose par une entreprise des protections collectives

Dans le cas où une entreprise devrait déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra les remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente pour l'ensemble des personnes qui interviennent sur le chantier.

Chaque entreprise devra, à l'issue de ses interventions, rétablir sur les lieux de son intervention un degré de protection au moins équivalent à celui mis en place initialement.

Le Coordonnateur pourra, en cas de manquement à la sécurité par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Cas particulier des travaux de remplacement de menuiserie avec risques de chute.

Pour la réalisation des travaux de menuiserie extérieure, l'attention de l'entreprise est attirée sur l'avantage présenté par l'utilisation des dispositifs permanents de sécurité à installer sur l'ouvrage en y fixant la protection collective nécessaire pour les travaux de l'entreprise.

ECHAFAUDAGES PLATES- FORME DE TRAVAIL DESSERTES

Echafaudages généralités

L'entrepreneur doit mettre à la disposition de son personnel des échafaudages convenables pour tout travail ne pouvant être exécuté de plein pied.

Les échafaudages fixes doivent être construits de manière à supporter les charges auxquelles ils sont soumis, résister à la poussée des vents et installés sur une surface stable et sans encombrement.

Mise en œuvre, entretien et vérification suivant les prescriptions du titre VII du décret du 08/01/1965 (hauteur de garde corps 1.10 m avec des recoupements à mi hauteur plus plinthes).

Ils devront répondre à la norme NF HD 1000(P93-500) et être monté en sécurité à l'aide d'éléments spécifiques.

La périphérie de la construction devra être soigneusement compactée, remblayée et sans encombrement de matériaux (gravois) pour assurer la stabilité de l'échafaudage et la sécurité des utilisateurs.

Utilisation d'échafaudage

Les échafaudages seront équipés de dispositif permettant l'accès à chaque plateau par l'intérieur de l'échafaudage (échelle à demeure et trappe d'accès à la fermeture automatique).

En cas de prêt de matériel à une entreprise, cette dernière a pour obligation avant son utilisation de vérifier sa conformité suivant les prescriptions du décret du 08/01/1965 et mis en œuvre de la fiche de réception d'échafaudage avec date d'utilisation et nom de l'entreprise utilisatrice.

L'entreprise prendra toutes dispositions afin de préserver l'environnement d'éventuelles projections (poussière, gravois, eau, peinture, chutes d'objets etc.).

L'entreprise utilisatrice prendra toutes dispositions pour baliser l'échafaudage sur sa périphérie en retrait de 1 mètre.

Echafaudages roulants

Ils doivent être équipés de blocage de roues et de contreventements pour une élévation supérieure à 3 mètres de hauteur et être amarrées en point haut à chaque fois que possible

Des plateformes de déserte seront installées à côté des plans de travail des échafaudages pour permettre une manutention ergonomique et éviter les surcharges sur plans de travail.

Des désertes pour approvisionnement des matériaux sur les planchers seront aménagées dans les ouvertures et protégées contre les risques de chutes de hauteur.

L'entreprise titulaire du lot **TOUS LOTS**

Lors de l'utilisation et l'installation d'échafaudages veiller :

A la conformité aux plans et notice de montage du constructeur.

A la stabilité des appuis au sols des montants.

Aux amarrages sur la surface, au serrage des boulons de fixation et à la fixation des plateaux sur les traverses.

Au respect de la distance maximale de 20 cm entre le plancher et la construction.

A la continuité des gardes corps, avec lisse sous lisses et plinthes.

A la pose de plateau avec échelles d'accès et trappes sur chaque façade.

MANUTENTIONS MANUELLES

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'il convient de prendre les mesures nécessaires d'organisation de chantier afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles.

Les manutentions verticales devront être organisées de façon à être compatibles avec l'organisation générale du chantier.

ENGINS DE LEVAGE

Installation

Les entreprises tiendront compte dans leur installation de grues des dispositions de la circulaire ministérielle du 09.07.1987, de la note technique du 06.03.1991 classe TE1 161 texte n° 195 du ministère du travail et de la recommandation CRAM du 18.11.1987, n° 373 du 15.11.1995 et n° 377 du 05.11.1996 et de la recommandation R372.

Les entreprises devront également tenir compte des dispositions des nouvelles introduites par le décret 98-1084 du 02.12.1998 relatif aux mesures d'organisation et aux prescriptions techniques auxquelles est subordonnée l'utilisation des équipements de travail.

Grues à tour

L'utilisation des appareils de levage est réglementée par le décret n° 47-1592 du 23 août 1947. Pour les industries du bâtiment et des travaux publics, il convient, en outre, de se conformer au titre II du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.

Les conditions de vérification des appareils sont fixées par l'arrêté du 16 août 1951 et les textes postérieurs qui s'y rapportent.

L'entreprise s'assurera des conditions de stabilité de l'appareil de levage en fonction de la nature du sol sur lequel il sera implanté.

Grues mobiles

L'utilisation de ces appareils est réglementée par les textes cités au premier alinéa de l'article précédent.

Les entreprises devront rechercher une utilisation commune des grues mobiles afin de supprimer les risques d'interférence entre les engins de levage.

Un programme d'intervention sera soumis au coordonnateur par les entreprises utilisatrices.

Appareils de levage des personnes

Les entreprises utilisatrices de ce type de matériel pour la réalisation de travaux en élévation tiendront compte des nouvelles dispositions (applicables à compter du 1 janvier 2000) introduites par le décret 98-1084 du 02.12.1998 (article R233-13-3) et l'arrêté du 02.12.1998. Ces travaux ne doivent être réalisés qu'avec des appareils spécialement conçus pour le levage des personnes ou tous autres moyens d'accès et de travail sûrs.

MOYENS COMMUNS DE MANUTENTION

Chaque entreprise mettra en place les moyens nécessaires pour l'acheminement des matériels et matériaux sur la zone de travail.

Les salariés chargés de la conduite des engins de levage ou des élévateurs de personnel devront être détenteurs d'une habilitation de conduite.

Utilisation des grues

Il est rappelé que:

Lorsqu'une entreprise met des matériels à la disposition d'une autre entreprise, ils doivent être en bon état.

La mise à disposition des grues aux autres corps d'état devra faire l'objet d'un accord préalable auprès de l'entreprise titulaire du lot 1 et n'être autorisée que si la conduite de ces appareils de levage est exclusivement confiée au grutier habituel. Tous les appareillages de levage (chaînes, sangles, élingues...) nécessaires à la manutention seront fournis par l'entreprise utilisatrice qui assurera la direction de la manœuvre par une personne dûment habilitée par l'entreprise utilisatrice et agréée par l'entreprise titulaire du lot Gros œuvre.

Chaque entreprise utilisatrice assurera l'aménagement des plates formes de réception et l'affichage systématique des charges admissibles.

AMARRAGE DES MOYENS DE MANUTENTION

Charges admissibles sur l'ouvrage

Sur demande d'une entreprise désirant installer ou amarrer un dispositif provisoire de chantier pour le levage, la manutention ou l'accrochage de matériaux ou matériels, l'entreprise à qui

incombe, dans le cadre de son marché de travaux, l'étude et la réalisation de l'ouvrage support lui communiquera les charges admissibles de l'ouvrage considéré.

Agrément des projets d'installation de moyens de levage provisoires et procédure de mise en œuvre

Les demandes d'installation de dispositif de levage, de manutention ou d'accrochage de matériaux ou de matières seront transmises au coordonnateur et à l'entreprise chargée des installations communes. Après leur accord sur le principe d'installation proposé, l'entreprise sollicitrice devra effectuer à ses frais une note de calcul ou une notice d'utilisation de l'ouvrage support par l'entreprise ayant réalisé cet ouvrage support.

Après accord de l'entreprise ayant réalisé l'ouvrage support, l'entreprise sollicitrice pourra mettre en place le dispositif projeté. Elle prendra en charge l'installation de son dispositif, les modifications de l'ouvrage support éventuellement nécessaires, la réception par un organisme agréé, l'enlèvement de son dispositif après usage et les remises en état de l'ouvrage support.

VERIFICATION DES APPAREILS DE LEVAGE

L'ensemble des installations de levage, des appareils de levage et d'élévation du personnel devra être vérifié conformément aux textes en vigueur (notamment l'arrêté du 9 juin 1993 du ministère du travail) préalablement à leur mise en service sur le chantier.

Une copie des rapports de vérification, en état de validité, devra être communiquée sur sa demande au coordonnateur.

AMIANTE

Rappel des obligations du propriétaire du bâtiment.

Décret n° 96-97 du 7 février 1996, arrêté du 7 février 1996

Rappel des obligations des entreprises

Décret N° 96-98 du 7 février 1996, arrêté du 14 mai 1996 modifié par le décret n° 2001-840 du 13/09/2001

Matériaux concernés

**Aucun composant repéré / Voir le rapport SOCOTEC du 23 avril 2004
A disposition au service Plans et Travaux du CESAME**

INSTALLATIONS ELECTRIQUES PROVISOIRES

GENERALITES

L'ensemble des installations électriques provisoires devra respecter notamment les prescriptions du décret du 14/11/1988 et de la norme NFC 15100 Basse tension.

Ces installations devront être vérifiées par un organisme agréé suivant NFP 03.001, et ce à la charge de l'entreprise du lot.

PRESTATIONS EXTERIEURES AUX CONSTRUCTIONS

Lors des déposes d'installations de courants forts ou faibles sur le chantier s'assurer qu'il n'y a aucune incidence sur le fonctionnement des installations d'éclairage, d'électricité des locaux mitoyens.

ALIMENTATION DES LOCAUX DE CHANTIER

Titulaire du lot **COURANTS FORTS COURANTS FAIBLES**

Fourniture et entretien des armoires électriques de chantier.

Ces installations devront être adaptées à l'évolution des travaux afin d'assurer l'éclairage des circulations et des zones aveugles.

EQUIPEMENT DES BATIMENTS EN TRAVAUX

Les utilisateurs devront se brancher sur les prises extérieures. Tout branchement à l'intérieur de l'armoire est interdit; chaque armoire comportera au moins une prise 32 A.

Comprendra au moins une armoire électrique de chantier par niveau.

L'alimentation depuis les armoires de distribution jusqu'à l'appareillage de chantier incombe à chaque entreprise.

Les prolongateurs de raccordement utilisés en aval des coffrets de distribution devront, pour les entreprises être du type HO7 RNF et avoir une longueur inférieure ou égale à 25 m.

Les prises et fiches domestiques seront interdites.

L'outillage portatif électrique devra être en bon état et conforme au décret du 14/11/1988. Il sera obligatoirement classe 3 TBT ou classe 2 double isolation.

Les extrémités de câbles devront posséder une isolation à l'endroit de la jonction aux appareils.

Les armoires et les coffrets seront équipés d'un dispositif de protection différentielle de 30 mA.

L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.

Les baladeuses seront conformes aux dispositions de la norme NFC 71.008. Elles comportent une poignée isolante et un panier.

ORGANISATION DES SECOURS

Un poste téléphonique demeurant accessible au personnel pendant la durée des travaux sera installé. Il devra permettre l'appel des numéros d'appel d'urgence sans l'usage de pièce ou de carte téléphonique.

Chaque entreprise devra disposer, à demeure sur le chantier, à un endroit prédéterminé et connu des salariés, d'une ou plusieurs trousse de premier secours.

Chaque entreprise devra mettre en place les moyens de première intervention contre l'incendie, (extincteur adapté à la nature du risque) dans les endroits suivants :

- ✓ Magasins où sont entreposées des substances pouvant générer un risque d'incendie,
- ✓ Au niveau des postes de travail où peuvent être manipulées des substances classées explosives, comburantes ou extrêmement inflammables au sens de l'article R 231-51 du Code du travail,
- ✓ Dans les cantonnements.

Les consignes de sécurité sont jointes à ce document ; Elles seront affichées dans le bureau de chantier à proximité du poste téléphonique.

LE COORDONNATEUR

MISSION

Organiser entre les différentes entreprises (y compris les entreprises sous- traitantes) :

- ✓ La coordination de leurs activités simultanées ou successives,
- ✓ Les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels,
- ✓ Leur information mutuelle et l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité.

Accueillir chaque entreprise et procéder préalablement à son intervention à une inspection commune au cours de laquelle sont précisées toutes les consignes à observer ou à transmettre.

Communiquer à chacun des entrepreneurs, appelés à intervenir sur le chantier, les noms et adresses des entrepreneurs contractants,

Veiller à l'application correcte des mesures de coordination définies par la notice SPS.

Compléter le dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage (D.I.U.O.).

Prendre les dispositions nécessaires pour que seules les personnes habilitées puissent accéder au chantier.

AUTORITE ET MOYENS

Au cours de sa mission, le coordonnateur pourra :

Faire des observations directes aux intervenants qui ne respectent pas leurs obligations,

Faire des observations au cours des réunions de chantier avec inscription au compte rendu en cas de non prise en compte des observations directes, porter au registre journal, les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au maître d'ouvrage ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle,

Demander, le cas échéant, au maître d'ouvrage l'arrêt de tout ou partie du chantier.

Ces observations ou notifications font l'objet en toute circonstance d'une mention au registre journal de la coordination.

REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION

Le Coordonnateur consigne sur le registre journal de la coordination, au fur et à mesure du déroulement de l'opération :

- ✓ Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières qu'il fait viser par les entreprises concernées.
- ✓ Les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il faut viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle.
- ✓ Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous- traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier et tenue à jour.

Il présente le registre journal sur leur demande, au maître d'œuvre, à l'Inspection du Travail, à la CRAM, à l'O.P.P.B.T.P et aux membres du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail lorsque celui- ci est constitué.

Le registre journal est conservé par le coordonnateur pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.(5Art. R 239-19 du Code du Travail).

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

Les entreprises, titulaire ou sous- traitants, auront l'obligation principale d'appliquer la notice sécurité protection santé et de coopérer avec le coordonnateur désigné par le maître d'ouvrage dont la mission consiste à prévenir les risques en matière de santé et de sécurité résultant de l'intervention simultanée ou successive de plusieurs intervenants indépendants et de prévoir l'utilisation de moyens communs de sécurité entre eux.

A cet effet, les entreprises sont tenues de fournir au coordonnateur toutes les informations requises sur le déroulement de leurs travaux et leurs éventuelles modifications. Elles tiendront compte dans leur organisation des prescriptions formulées par le coordonnateur.

Inspection commune

Avant toute intervention sur le chantier, l'entreprise s'oblige à procéder à une inspection commune avec le coordonnateur au cours de la quelle sont précisées les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. L'entreprise s'engage à répercuter cette obligation à tous ses sous- traitants. Cette inspection commune se déroulera selon une procédure d'accueil spécifique. Elle fera l'objet d'un compte- rendu.

Transmission des informations

L'entreprise devra impérativement transmettre au coordonnateur avant l'intervention sur le chantier :

La description de son mode opératoire détaillé incluant les dispositions et moyens pris pour assurer la sécurité dans l'exécution.

En cours de chantier :

En cas de sous-traitance d'une partie de leurs prestations, les entreprises suivront la procédure définie ci-après :

Obtenir l'accord du maître d'ouvrage.

Etablir l'attestation en cas de sous-traitance et l'adresser au Coordonnateur.

Registre Journal de la Coordination

L'entreprise devra répondre, dans les délais prescrits, aux mises en demeure inscrites dans le Registre Journal de Coordination.

<i>DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE</i>

OBJET

Un dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage doit être mis en œuvre en application de la loi n° 93-1418 du 31/12/1993 tant en phase conception qu'en phase réalisation de l'ouvrage, en matière de lutte contre les accidents du travail.

Le DIUO rassemble, sous bordereau, tous les documents, tels que les plans et notes techniques de nature à faciliter l'entretien et la maintenance de l'ouvrage dans sa phase exploitation, ainsi que les remplacements ou les remises en état.

Ce dossier indique également, lorsqu'ils ont été aménagés à cet effet, les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à la disposition du personnel chargé des travaux d'entretien.

PREPARATION

La nature des techniques de mise en œuvre employées ou des matériaux et équipements fournis ainsi que leurs conditions particulières d'implantation ou d'environnement peuvent engendrer des obligations d'entretien ou de maintenance spécifique qui devront être identifiées

Cette identification devra être complétée par des dispositions et des moyens d'intervention intégrés de façon à assurer la sécurité collective des intervenants conformément aux principes généraux de prévention.

CONSTITUTION

Le coordonnateur est chargé de constituer le DIUO à partir des données et prévisions établies par le concepteur et des prestations réalisées par les entreprises.

Pour ce qui les concerne, les entreprises devront fournir les éléments ci-après, nécessaires à la tenue du D.I.U.O.

Tout plan, fiche ou document technique qu'elles jugeront utiles pour les interventions ultérieures sur leurs prestations.

Ces documents seront transmis au maître d'œuvre et au coordonnateur dans les deux semaines précédant la réception des travaux.

CONSIGNES DE SECURITE INCENDIE ET ACCIDENT

CONSIGNES A SUIVRE EN CAS D'INCENDIE

CONSIGNES A OBSERVER

1 - GARDEZ VOTRE SANG FROID :

- . ne criez pas pour ne pas affoler
- . maîtrisez-vous pour agir vite

et en allant vers le téléphone le plus proche pour donner l'alerte :

2 - FERMEZ RAPIDEMENT LES PORTES :

des couloirs et des chambres de malades, ceci pour éviter la propagation du feu, des fumées, des gaz toxiques et de la chaleur.

3 - DONNEZ L'ALERTE PAR LE 7200

.Par le téléphone de chantier :

- faites le 7200 pour les secours
- Ici le chantier Pôle 5 à la 6 EST
Nature de l'accident Feu Malaise accident du travail
- Prévoyez un point de rendez-vous

4 - EFFECTUEZ LES PREMIERS GESTES DE SECOURS

5 - ATTAQUEZ LE FEU avec les extincteurs appropriés :

- . Feux de **PAPIERS, LINGE, CARTONS** : extincteurs à **EAU PULVERISEE**
- . feux de **LIQUIDES** inflammables)
- . feux d'**ORIGINE ELECTRIQUE**) extincteurs **C O 2**

6 - PROTEGEZ-VOUS :

- . **contre le rayonnement des flammes** :
Placez-vous derrière l'**ECRAN** formé par le **JET** de l'extincteur.
- . **contre les fumées - les GAZ toxiques - la raréfaction de l'OXYGENE** :
Déplacez-vous la **TETE** le plus près possible du **SOL**.
Rampez si nécessaire.

7 - ATTENDEZ LES SECOURS AU POINT DE RENDEZ VOUS

CONSIGNES PARTICULIERES